

REPORTAGE

Tout sur ma mère

09

Le débat sur les **mères porteuses** prend de l'ampleur en France, notamment autour du lien complexe qui unit les parents de corps et ceux de cœur. Nous sommes allés en Ukraine, où la GPA est «abordable», afin de rencontrer ces femmes qui font le choix de porter l'enfant d'une autre. Par **Victoire CHEVREUL** Photos **Kamila STEPIEN**

Dans sa maison délabrée près de Kharkiv, en Ukraine, Yaroslava, 32 ans, regarde un blog américain qui la bouleverse. Un couple y raconte son expérience de grossesse pour autrui (GPA) en Ukraine, et la vie de ses jumeaux de 6 mois. Ces enfants, c'est elle, Yaroslava, qui les a portés neuf mois, si loin de leur nouvelle maison. En Ukraine, qui subit à la fois une guerre à l'est du pays depuis 2014 et une crise économique, la GPA, légalisée depuis 2004, explose. Les prix y sont abordables : à partir de 30 000 € tous frais compris, contre un minimum de 100 000 € aux Etats-Unis. «La rémunération d'une GPA dépend des

établissements», explique Yaroslava. *Une petite clinique de Kharkiv m'a proposé de le faire pour 8 000 €. J'ai refusé.* En Ukraine, les mères porteuses sont rémunérées près de 20 000 € dans les meilleurs programmes. Yaroslava a touché 23 000 € avec la clinique Adonis. L'équivalent de 158 Smic, dans un pays où le salaire minimum mensuel est de 145 € (1). Depuis la naissance, elle n'a «pas de nouvelles» des bébés et se sent vide. Mère de trois enfants, décoratrice au chômage, elle adore être enceinte, «parce que mon entourage prend plus soin de moi». Mais avec son mari, ils ne peuvent se permettre d'élever d'autres enfants, d'autant qu'ils ont «besoin d'argent pour rénover

leur maison». Sa foi est le moteur de sa démarche. «Si Dieu m'a rendue si fertile, c'est pour aider les autres femmes.» En revanche, elle ne s'attendait pas à avoir pour seul remerciement une photo et son salaire. «J'ai eu peur à la naissance des jumeaux, l'un d'eux a failli mourir d'une pneumonie. Les parents ne m'ont pas tenue informée.» Elle ne les a vus qu'une fois, «la veille de l'accouchement». Yaroslava culpabilise que le bébé, «qu'elle portait comme une nounou», soit né en mauvaise santé. Elle a écrit au père, qui lui a répondu mais ne souhaite pas garder contact. Déçue, Yaroslava recommencera malgré tout. Sa vie reste précaire. «Les 23 000 € de la grossesse m'ont juste permis

d'installer le chauffage et l'eau.» Par - 12 °C, elle doit traverser le jardin enneigé pour accéder aux toilettes sèches. Quand elle se sent seule ou souffre du regard des voisins, qui jugent son travail «contre nature», elle écrit sur un forum de mères porteuses. Là, un témoignage la fait rêver : «Une fille a eu la chance de faire partie de la vie de l'enfant qu'elle a mis au monde.» La clinique Ilaya reçoit de plus en plus de demandes de Français, au point qu'elle leur a consacré un programme francophone. La procédure a été simplifiée depuis que des cours d'appel de l'Hexagone acceptent la filiation des enfants qui en sont issus. Le gouvernement français ne compte pas intégrer la GPA au projet de loi Bioéthique, mais devrait émettre une circulaire pour rappeler l'état du droit actuel concernant la filiation dans l'intérêt de l'enfant. Pour être considérée légalement comme mère de l'enfant né d'une GPA, la mère d'intention doit faire une démarche d'adoption plénière.

CONTRIBUER AU BONHEUR D'UNE AUTRE

Iulia, elle, est fatiguée et a hâte d'accoucher : elle a «la sensation d'avoir de petits aliens en elle», confie-t-elle en riant. Elle attend la visite de Sylvie (2), la cinquantaine, dont elle porte les jumeaux. La mère française a fait le déplacement pour la voir et assister à la dernière échographie. La GPA reste illégale en France, elle le sait, mais l'Ukraine est «sa dernière chance, après vingt ans d'échecs de PMA». Les yeux de Sylvie brillent : «Ils naîtront le mois prochain, un garçon et une fille : le choix du roi!» Le mari de Iulia ne comprenait pas pourquoi sa femme, déjà maman voulait porter l'enfant d'une autre. «Je suis tombée sur un article sur ces femmes qui ne peuvent être mères.» Choquée, elle décide de contribuer au bonheur d'une autre. Elle a été «si émue de voir la joie des parents qui n'espéraient plus avoir un enfant» qu'elle a voulu recommencer, cette fois avec Sylvie. «Je me fiche de l'avis des gens. Ceux qui désapprouvent ont sûrement eu des enfants facilement.» A sept mois et demi de grossesse, les mères porteuses en contrat avec la clinique déménagent à Kiev pour parer à toute urgence médicale. Souvent loin de la capitale, leurs familles restent chez elles. Iulia doit rester alitée à la maternité : son col est ouvert, et il est trop tôt pour la naissance. Un stress pour elle. Mais elle se dit rassurée d'avoir rencontré Sylvie : «Avec son mari, ils seront de bons parents.» Depuis l'implantation réussie des embryons, les deux femmes échangent sur WhatsApp. Après l'accouchement, Iulia a hâte de reprendre son travail d'infirmière sage-femme. Entre 2 000 et 2 500 bébés naissent chaque année

Kostia et Olesya, des parents qui ont eu recours à une mère porteuse, avec leur bébé de 4 mois.





1



2



3



4

1. En Ukraine, le travail des embryologistes a connu un boom lié à l'essor des naissances par GPA.

2. Yaroslava, 32 ans, a mis au monde des jumeaux pour un couple d'Américains.

3. Iulia, une mère porteuse, à la maternité, le 9 mai.

4. La clinique de Kharkiv, dans l'est de l'Ukraine.

► en Ukraine par GPA, estime l'avocat Sergei Antonov, même si le ministère de la Santé n'a aucune donnée à transmettre. Les étrangers ne sont pas les seuls à y recourir, l'infertilité frappe partout, y compris en Ukraine.

UNE GARDIENNE DE MÈRE PORTEUSE

A 100 km de Kiev, Olesya, 30 ans, habite une datcha avec Kostia, son époux. Dans cette version bohème d'un conte d'Andersen, le couple de trentenaires beau et riche a créé sa marque de chocolats à succès et élève des chevaux de course. «La GPA, on la pratiquait déjà en famille sur nos chevaux depuis des générations», s'amuse Kostia. Le couple n'a hélas pas eu d'autre choix que d'y recourir pour fonder sa famille. «Mes cellules attaquent mon corps», confie la jeune mère. Le couple s'est engagé dans une maternité de substitution, mais Olesya était terrorisée : «Et si la porteuse décidait de garder le bébé à la fin ?» Une crainte infondée car, en Ukraine, les mères porteuses «n'ont aucun droit sur l'enfant», précise l'article 123 du Code de la famille. Pour s'occuper de Ludmila (2), sa «gestatrice», elle

embauche Katia, son assistante, pour être sa «surrogate sitter». «C'était trop dur pour moi de m'adresser à ma mère porteuse, j'avais envie de tout contrôler.» Son rôle : «Vérifier qu'elle s'alimente bien de façon vegan», et qu'elle garde le moral «grâce à des manucures, soins pour le corps et séances de cinéma». Si Katia retient de ce travail «une belle aventure humaine», le plus dur a été «de jouer les médiatrices entre Olesya et Ludmila» et de «rassurer cette dernière quand sa famille lui manquait». Malgré sa bienveillance, Olesya envisage les pires scénarios : «J'avais peur qu'elle tombe, que le bébé meure ou que, sans lien in utero, je n'arrive pas à l'aimer.» Ses peurs se dissipent à la naissance. Juste après avoir bercé Michaela, la nouvelle mère est allée voir Ludmila pour s'assurer qu'elle allait bien. Elle lui a offert un bracelet en argent. Moins d'un an après, la famille a entamé une seconde GPA, auprès du centre IGR. Avec le recul, Olesya considère que «ne pas avoir de contact direct avec Ludmila était une erreur. Si j'avais eu les clés de son identité, l'arrivée de Michaela aurait été plus paisible. Elle aurait été moins angoissée pour les premiers mois de sa vie.» Avant la naissance de son prochain enfant, elle passera du temps avec la mère porteuse. Pour recréer le lien in utero avec le bébé, elle a trouvé sa solution : bien connaître celle qui le porte, et parler le plus souvent possible au bébé. ●

(1) Selon l'agence Ukrinform. (2) Les prénoms ont été modifiés.